

DISPOSITIFS DE PARTENARIAT EN RESEAU

Politiques publiques et inégalités en Amérique latine

Agricultures, forêts et élevage en Amazonie

Atelier de valorisation

“Promotion des instruments et politiques de services environnementaux en Amérique Latine”

MANAGUA, NICARAGUA

INTITUT NITLAPAN UNIVERSIDAD CENTRO AMERICANA- UCA

7-9 NOVEMBRE 2012

Rapport d’activités

Eric Sabourin, Sandrine Fréguin-Gresh,

Marie Gabrielle Piketty

L'atelier « Instruments et Politiques de Services Environnementaux en Amérique Latine » s'est déroulé à l'Université Centroaméricaine à Managua (Nicaragua) du 7 au 9 novembre 2012. Durant trois jours, les discussions et échanges scientifiques entre chercheurs du CIRAD et leurs partenaires ont porté sur les problématiques liées aux instruments et politiques de Services Environnementaux en Amérique Latine qui ont émergé des divers résultats de recherches récentes conduites au Costa Rica, au Mexique, au Brésil, au Guatemala et au Nicaragua par ces équipes.

OBJECTIFS DE L'ATELIER

Le principal objectif de l'atelier était de partager, de mettre en débat et de valoriser de façon collective un certain nombre de résultats de recherches sur les politiques et instruments de promotion des services environnementaux (SE) en Amérique Latine¹.

Les objectifs spécifiques ont reposé sur trois points :

- (i) Présenter les résultats de recherches selon trois sous-thèmes : partenariat public-privé, interactions entre instruments, efficacité et équité ;
- (ii) Identifier des thématiques transversales permettant de préparer de futures publications collectives ;
- (iii) Identifier de nouvelles questions de recherche pour le montage de nouveaux projets.

¹ Voir en annexe la présentation résumée des principaux projets de recherche

METHODOLOGIE

L'atelier a fait l'objet de trois réunions de préparation à Montpellier (juin, juillet et septembre 2012), d'une réunion préparatoire au Costa Rica et d'un atelier spécifique au Brésil (23 octobre 2012). Outre les trois jours d'atelier, une réunion de préparation du comité d'organisation de l'événement a eu lieu le 6/11 et une réunion d'évaluation le 10/11.

Dans un premier temps, six projets de recherche (voir infra) ont été sélectionnés pour être présentés et discutés pendant l'atelier selon 3 axes :

- partenariats public/privé ;
- interactions entre instruments de nature différente
- Equité et conditions d'accès aux politiques et instruments des communautés et des agriculteurs familiaux.

Durant chacune des trois premières sessions thématiques plénières, les participants ont identifié des éléments de synthèse des principaux résultats de ces projets et ont réfléchi ensemble aux nouvelles questions posées à la recherche par ces résultats ainsi qu'aux perspectives qu'ils offrent en termes de publications collectives et montage de projets futurs.

Dans un deuxième temps (trois dernières demi-journées), le travail a été consacré à un travail en petits groupes pour amorcer la valorisation conjointe des éléments de synthèse identifiés sous la forme d'ébauches de synopsis de publications et de futurs projets de recherche (voir programme en annexe 1).

PARTICIPANTS

Cet atelier a été-organisé par deux dispositifs en Partenariat « *Politiques Publiques et Inégalités en Amérique Latine* » (PP-AL) et « *Amazonie* » et l'un de leurs partenaires, l'Institut de Recherches Appliquées pour le Développement Local Nitlapán. Il a associé plusieurs autres partenaires du CIRAD, parmi lesquels : l'Université de Brasilia (UNB, CDS), l'Université Nationale du Costa Rica (UNA-Cinpe), l'Embrapa (Empresa Brasileira de Pesquisa Agropecuária -Brésil), l'Université Nationale Autonome du Mexique (UNAM), l'Université Ibéro-américaine (Mexique), l'Institut d'Agriculture, Ressources Naturelles et Environnement (IARNA, Guatemala) et l'Institut de Politiques et Gestion du Développement d l'Université d'Anvers (IOB, Belgique-Nicaragua).

L'atelier a réuni 16 participants de 10 institutions (cf annexe 2) et six pays (Brésil, Costa Rica, Guatemala, Mexique, Nicaragua, France), représentant six projets de recherche :

- Agroambiente (Rede Amazônia Sustentavel)
- PSA (limites e oportunidades para a agricultura familiar na Amazônia)
- Pesmix (*Paiements pour services environnementaux: nouvelle panacée ou auxiliaire pour gérer les territoires*)
- PPE « *¿Pagar para el medio-ambiente? Redd y Psa entre mercantilización y desarrollo justo ?* »
- SERENA (*Services Environnementaux et Usages de l'Espace Rural*)
- Estudio de potencial de un mecanismo de PSA hídrico financiado localmente en el municipio de Matiguás, Nicaragua

Les discussions des éléments de synthèse de ces projets ont été mises en perspective d'autres projets dans lesquels ont été et sont impliqués certains des participants :

- RISEMP (*Regional integrated silvopastoral ecosystem management project*)
- CAMBio (*Mercados centroamericanos para la biodiversidad*)
- Ecodapt
- Invaluable (*Valuation, Markets and Policies for Biodiversity and Ecosystem Services*)
- Nicaragua-Honduras Sentinel Landscape.

Le descriptif synthétique de ces projets se trouve en annexe 3.

PARTENARIATS PUBLIC/PRIVE

Ce thème a finalement donné lieu à peu de contributions en dehors des études du projet SERENA au Costa Rica. De fait, le projet INVALUABLE, qui traite particulièrement cette problématique, vient à peine de commencer. Le thème a donc été complété par des présentations de politiques nationales en matière de services environnementaux du Guatemala (Jaime Luiz Carrera) et du Brésil (Mauricio Amazonas).

Un premier constat est qu'en Amérique Latine, en dehors des deux pays pionniers, le Costa Rica et le Mexique, il n'existe que peu de politiques publiques clairement orientées pour la valorisation des services environnementaux². Dans les pays pauvres d'Amérique Centrale comme le Nicaragua et le Guatemala, les initiatives en cours sont essentiellement liées à des projets de coopération internationale, souvent portés par des organismes non gouvernementaux, ou encore par les agences internationales des Nations Unies (BIRD, BID, PNUD). Le Brésil dispose de plusieurs instruments de promotion des services environnementaux, déployés surtout dans les états du Sud : Rio de Janeiro, Sao Paulo, Santa Catarina, Paraná, Mato Grosso do Sul et Minas Gerais. Dans les états de l'Amazonie brésilienne ces instruments peinent à voir le jour.

Par ailleurs, les débats publics en matière de choix de politiques de valorisation des services environnementaux restent rares. Les cas du Mexique (Loi de développement durable) et plus récemment du Brésil (Projet de loi sur Paiement des services environnementaux actuellement en débat au parlement) montrent des alliances parfois paradoxales entre les représentants des grandes entreprises (minière, forestière, agricole ou d'exploitation des eaux) et les ONG écologiques. Les communautés d'agriculteurs familiaux et les populations indigènes sont les moins bien représentées et considérées dans ces débats.

GUATEMALA

Il n'existe pas de cadre légal et les initiatives étudiées fonctionnent comme autant de projets autonomes. La majorité des 16 projets de PSE recensés par IARNA concerne les ressources hydriques et l'échelle de micro-bassins ou d'aires protégées. Les bénéficiaires sont les propriétaires ou les communautés rurales et paysannes Maya. Les « clients » sont surtout les usagers directs de l'eau et les municipalités. Les difficultés tiennent à la grande diversité culturelle et formes d'organisation des communautés Mayas, qui engendrent des tensions quant à la négociation entre usagers. Au Guatemala les peuples indigènes sont très majoritairement opposés à la mercantilisation de la nature.

² Les services écologiques correspondent aux bénéfices que les humains retirent des écosystèmes sans avoir à agir pour les obtenir. Les services environnementaux sont ceux qui sont fournis par la nature avec l'aide ou la médiation de l'homme via des systèmes de production (agriculture, exploitation forestière, pêche, etc).

BRESIL

Une expérience largement médiatisée de politique de valorisation des services environnementaux au Brésil a été le programme Proambiente en Amazonie, issu en 2003, d'une initiative conjointe des mouvements sociaux et de la recherche en Amazonie, appuyé par le Ministère de l'Environnement, et finalement éteint en 2006. Depuis 2007, diverses initiatives sont apparues, surtout au niveau des Etats fédérés (Acre, Amazonas, Mato Grosso, Para) du fait de la lenteur de l'exécutif fédéral à formuler un cadre politique. Le débat public sur un cadre législatif permettant la rémunération des services environnementaux a commencé en 2009 avec une dimension sociale, en cherchant à intégrer l'agriculture familiale à la politique de PSA, alors qu'elle est exclue des projets de REDD monopolisés par les grands propriétaires. Un nouveau texte a été mis en circulation en 2010 dans le contexte polémique de la révision du code forestier.

Finalement, les propriétaires de forêt pouvant recevoir au titre de ce projet de loi sur PSE, une alliance émerge entre ONG conversationnistes et grands propriétaire fonciers. Les premiers cherchent à obtenir des fonds PSE pour les réserves privées et les seconds cherchent à étendre le bénéfice du PSE au respect de la réglementation environnementale (le code forestier). Cette proposition fait débat, car il est inconstitutionnel de recevoir des fonds publics ou privés pour le seul fait d'appliquer ou respecter la loi.

Une des avancées de ce projet de loi (PL) tient à la définition du principe usager/payeur et producteur (de SE) receveur de l'aide. Le critère du PSE veut que le producteur reçoive proportionnellement au service rendu. Mais la question reste de valoriser et quantifier le service (proportionnellement à quoi). Enfin, le PL définit des critères sociaux en plus des critères écologiques ce qui entraîne une grande ambiguïté. La clef dépend finalement du groupe social cible plus que de la mesure d'un service rendu, mais la définition des groupes bénéficiaires n'est justement pas claire et précisée. La légitimation de l'instrument de PSE comme politique sociale de compensation ou transfert de revenu via la conditionnalité de critères écologiques ne tient pas. Il serait plus juste de proposer une politique à la fois écologique et économique d'incitation à la reconversion de systèmes de production plus durables et respectueux de l'environnement, dans l'esprit du Proambiente ; mais les fonds disponibles ne sont pas suffisants pour qu'une telle politique soit efficace.

DEBATS

Dans tous les cas de projets de PSE, il est important de savoir à qui appartiennent les ressources naturelles visées: à un particulier, à une communauté d'usagers, à l'Etat (commune ou Etat local ou Fédéral) ?. Au Nicaragua, par exemple, la forêt appartient à l'Etat et le droit d'usage aux communautés. Au Brésil le sous-sol des terres privées appartient à l'Etat et une concession privée peut-être achetée. AU Chili, l'eau peut être privatisée par l'achat de droits indépendamment de la propriété privée, collective ou publique des terres où sont situées les ressources.

La question du titre de propriété de la terre et de la ressource naturelle associée est essentiel à la fois pour obtenir la possibilité d'une compensation ou rémunération du service, mais elle peut également donner lieu à des formes de chantage environnemental de la part de propriétaires de grandes surfaces.

NOUVELLES QUESTIONS DE RECHERCHE

Plusieurs questions de recherche ont émergé des débats : Quel niveau d'analyse? Quels instruments? Quelles relations entre public et privé pour chaque instrument?

Les débats ont mis en lumière:

- le besoin d'élaborer une typologie des instruments *per se* ainsi que des types de relations entre eux.
- l'importance des agences de coopération internationale et instituts de recherche par rapport au lancement et accompagnement d'expériences de promotion des SE au niveau des Etats et a niveau local.
- un besoin d'éclaircissement conceptuel : Peut-on parler d'hybridation entre instruments et pas seulement de tensions et contradictions ?

ARTICULATIONS ENTRE INSTRUMENTS

MEXIQUE

Il n'existe pas une politique unique de PSE au Mexique, malgré l'antériorité des paiements pour la protection des sources et réserves hydriques, ce qui engendre diverses contradictions. Cependant, une volonté d'homogénéisation et de coordination s'exprime actuellement au niveau du gouvernement fédéral qui a abouti à la formulation d'un programme unique de paiements pour services hydrologiques, carbone et biodiversité –avec des zones d'éligibilité différentes.

Il y a des interactions entre le programme de PSE national et le programme d'appui à l'élevage, qui contribue à la déforestation. L'extension des villes sur les zones de forêt a également augmenté la déforestation de forêt primaire. La majorité des forêts appartient aux communautés indigènes (80% des zones forestières sont situées dans les communes les plus pauvres), tout appui productif aux communautés indigènes, indispensable par ailleurs, entraîne plus de déforestation.

Le District Fédéral et la périphérie de Mexico constituent à la fois une zone forestière densément peuplée et qui reçoivent énormément d'aides de divers programmes au titre de la conservation des forêts et de la protection de l'eau (Rio Madgalena par exemple où une seule communauté est propriétaire de presque l'ensemble du bassin-versant). Un aspect positif est que le projet de Services environnementaux hydriques a permis aux populations locales de mieux s'organiser pour gérer ces ressources et recevoir les aides. Ceci dit, même si le projet promeut l'équité, celle-ci n'est pas respectée au sein de la communauté. La corruption (au niveau de CONAFOR entre autres) détourne une partie des ressources et démoralise ou réduit la participation populaire.

DEBAT

Le débat montre que l'Etat est confronté à des demandes privées qui ne correspondent pas aux mêmes visions et aux mêmes intérêts. En ce qui concerne les populations pauvres, comment peuvent-elles (en situation de malnutrition, de mauvaise santé et éducation) développer des comportements collectifs? Les classes les plus aisées et informées n'ont pas spécialement de

comportement collectif plus développé, au contraire, c'est parmi les plus riches que la rationalité des intérêts individuels est dominante.

Il y est nécessaire d'impliquer les prestataires de services environnementaux, qui détiennent une parcelle de savoir et de pouvoir et de les responsabiliser également. Si la participation de la communauté est faible, ce peut être dû à son faible niveau d'organisation ou bien à la nature de l'instrument de PSE. Si elles ne sont pas associées aux décisions et aux choix, les mêmes erreurs se répèteront.

Le débat devait porter sur les difficultés de dialogue entre divers instruments de SE, or ici nous avons surtout présenté et débattu du dialogue ou des interactions des instruments dans les processus de gouvernance. On parle de l'interaction entre instruments au sein d'une société où les acteurs font surtout état de rationalités économiques individuelles qui influent les processus politiques.

Il s'agit d'introduire les résultats des recherches dans les processus de politiques publiques. Sinon, celui-ci dépend toujours des experts et chaque expert a sa propre définition de ce que devrait être les résultats, les effets etc. En matière de PSE, qu'est qu'un succès, un effet positif ? Au-delà d'effectivité vs efficacité, il existe différents niveaux d'effectivité : environnemental, économique, social.

Une proposition consiste à rémunérer les producteurs familiaux ou paysans, ou les communautés indigènes afin de réduire ou supprimer les externalités négatives ou augmenter la production d'externalités positives. Cela va dans le sens de promouvoir par différents types d'aide ou d'incitations conditionnelles, des systèmes de production plus durables et respectueux de l'environnement.

NOUVELLES QUESTIONS DE RECHERCHE

- Est-ce que l'efficacité environnementale justifie le maintien d'instruments de PSE dans le futur par rapport à d'autres mesures ?

- Comment les critères économiques qui caractérisent la configuration du programme déterminent ses impacts ?

- Quelle est la place des logiques sociales, économiques et environnementales dans le dessein d'une politique pour encourager la fourniture de services environnementaux?

Il existe deux niveaux d'analyse : le *policy making* et les résultats qui correspondent aux divers profils d'analyse (recherche, décideurs, etc), ce qui reste important dans l'analyse est de caractériser le rôle des divers acteurs dans les cycles des politiques et comment les résultats obtenus sont réutilisés ou intégrés dans les nouveaux cycles de politique.

BRESIL

En Amazonie, la structure agraire définit comme agriculteurs familiaux les exploitations de moins de 200 ha. La dégradation de la forêt y est associée aux pratiques d'abattis et brûlis de petites surfaces. Cependant, les producteurs doivent mettre en défends une réserve environnementale de 50 à 80% de la propriété. Les mouvements d'agriculteurs familiaux ont proposé de soutenir publiquement les transitions vers des systèmes de production plus durables. Le Programme Proambiente avait ainsi pour but d'identifier et d'appuyer les services environnementaux produits par l'agriculture familiale en Amazonie. Cependant, le PSA envisagé ne compensait pas les coûts de reconversion des systèmes de production, sa fonction n'était pas clairement définie et il aurait exigé également un dispositif de certification environnementale. Suite à l'arrêt du Programme Proambiente en 2006 par manque de moyens, le projet de recherche Agroambiente a poursuivi la réflexion, au sein du réseau « Rede Amazônia Sustentavel ». Celui-ci cherche à caractériser les services environnementaux produits par différents usages du sol, dans toute une diversité de propriétés. Les premiers résultats montrent que les petits agriculteurs ont été complètement exclus des transformations en cours en Amazonie (légalisation des propriétés, arrêt de la déforestation, replantation), ce qui interroge sur l'équité des politiques actuelles.

Perspectives: Comment sélectionner les producteurs, comment maintenir la productivité?

COSTA RICA

Le programme de PSE costaricien est souvent décrié pour l'inégalité d'accès. Si des efforts ont été entrepris pour réduire ces inégalités d'accès au cours des dernières années, les études réalisées dans le cadre du projet SERENA (analyse des procédures administratives de FONAFIFO (organisme en charge de la mise en œuvre du PSE) et de l'usage du PSE au niveau de deux territoires (zone nord et péninsule de Osa)) montrent que l'accès au PSE reste problématique. De fait, l'accès au PSE est limité par un filtre légal et un filtre technique. Au cours des dernières années, alors que les filtres techniques étaient simplifiés, les filtres légaux sont devenus les principales limites pour l'accès au PSE protection (principale modalité du PSE costaricien). L'analyse au niveau des territoires révèlent des différentiels importants de coûts de transactions pour accéder au PSE selon que le statut juridique du foncier (propriétaire / poseedores).

NICARAGUA

Au Nicaragua règne un mécontentement général vis à vis des instruments politiques qui sont inefficaces pour freiner la dégradation des sols et de l'environnement. Il y a besoin d'un changement de paradigme pour changer la vision des producteurs ruraux en tant qu'ennemis de l'environnement. La première exigence est celle de financements stables, d'où la promotion de financements locaux.

Le projet RISEMP a été évalué dans la zone de Matiguas, où l'élevage a entraîné la déforestation et la réduction de la quantité et qualité de l'eau. Le PSE hydrique a permis d'introduire de nouvelles règles dans les modes de gestion locaux.

Il y a eu résistance au niveau du bassin, la majorité des urbains considérant injuste de rémunérer des producteurs et n'ayant pas confiance dans le PSE. De fait, bien définir les externalités produites ne suffit pas, il s'agit d'établir la confiance et de prendre en compte la complexité des relations locales de pouvoir. Il est dangereux de simplifier l'instrument à partir de modèle prédéfinis ou transférés.

Par ailleurs, quand on ne sait pas comment caractériser et qualifier les externalités, il est absurde de prétendre les mesurer.

Via RISEMP, les grands propriétaires et éleveurs (20% des producteurs) capturent plus de 50% des paiements: le mécanisme de remboursement induit et renforce donc le processus d'inégalités.

Dans le cas du projet Casur: les coûts de transaction et d'intermédiation sont si élevés que seulement 5 à 6% des fonds sont destinés à la rémunération des producteurs.

NOUVELLES QUESTIONS DE RECHERCHE

Diversité des conditions d'accès aux instruments et politiques de PSA ?

A partir du moment où un instrument de PSE correspond à une décision politique en faveur d'un groupe social (résultant d'un jeu de pouvoir), il va entraîner une inégalité en favorisant certains groupes sociaux. L'important est de savoir si l'instrument finance ou non l'additionnalité de services environnementaux par rapport à la norme légale.

De fait à l'origine, le PSE n'est pas un instrument d'équité mais de promotion de la production de services environnementaux. Le fait est que les premiers projets historiquement ont concerné les grands propriétaires pour des raisons de recherche d'efficacité et de réduction de coûts de transaction. La titularisation de la terre favorise la colonisation agraire des zones forestières, ainsi le PSE avec conditionnalité de la titularisation offre une alternative à explorer. Mais il ne peut y avoir équité, à partir du moment où les groupes marginalisés et les plus pauvres (femmes, riverains, collecteurs, bénéficiaires de réforme agraire, indigènes) n'ont pas accès à la terre et à des titres de propriété.

Conditionnalité territoriale: Faut-il payer l'individu ou le collectif ?

Comment la question capability / capacité de compréhension de l'instrument / capacité de représentation de la politique, conditionnent la participation des acteurs ?

PRINCIPAUX PRODUITS

L'atelier s'est organisé autour de séances plénières et de groupes de travail et a donné lieu à la construction de plusieurs produits de valorisation collective ou croisée entre projets : des synopsis de publications scientifiques, 2 ouvrages et 6 articles, et le montage ou participation à 4 nouveaux projets, dont 2 proposés par l'atelier (cf. annexe 4).

Les principaux produits de l'atelier auront été : la présentation de 10 communications sur les 3 thèmes d'approfondissement, la production d'une grille commune d'analyse de la fabrication des politiques de services environnementaux, la rédaction du synopsis de 6 articles collectifs valorisant les résultats des 7 projets impliqués et la préparation de valorisations intermédiaires de ces articles à court terme (working paper Art-Dev, Serena, Ecoadapt et communications en colloques). Finalement les travaux de groupes ont donné lieu à la formulation de 4 fiches d'élaboration de nouveaux projets de recherche en réseau. L'évaluation de l'atelier a été très positive, tant du point de vue du contenu, de la pédagogie, méthodologie que de la préparation et organisation. Cependant les véritables effets seront évalués à terme en fonction de la réalisation concrète des produits et projets collectifs.

THEME 1: PARTENARIAT PUBLIC – PRIVE ET GOUVERNANCE

Produit 1 : Article collectif : Analyse des processus de policy making de la construction des politiques de PSE en Amérique Latine (Mexico, Brésil, Costa Rica) à partir de 3 approches ACF (coalitions d'acteurs) ; MSF (fenêtres d'opportunité) et PTS (transfert de modèles de politiques) pour juin 2013
Relation entre le policy making et l'impact de l'instrument sur le terrain (qui peut donner lieu à un produit différent en fonction de si des données synthétiques sont déjà disponibles au niveau national ou s'il faut les produire).

Produit 2 : Livre collectif ou un numéro de Revue scientifique sur les instruments et politiques de promotion des services environnementaux en Amérique latine: études de cas par pays, pour fin 2013

Produit 3 : Article collectif sur le cas des implications de la révision du code forestier dans la politique de PSE au Brésil (M Amazonas et G Massardier, coordinateurs)

THEME 2 : INTERACTIONS ENTRE INSTRUMENTS DE SE

Produit 4 : Article collectif : Analyse comparée de l'utilisation des résultats de la recherche technique et scientifique dans les processus d'élaboration et mise en œuvre des dispositifs et instruments de services environnementaux en Amérique Latine

THEME 3: EFFICIENCE VS EQUITE

Produit 5: Article collectif Impact des dispositifs de services environnementaux sur l'équité en Amérique Latine, pour juillet 2013

Produit 6 : Projet de recherche en réseau : Cycle de l'impact des services environnementaux en Amérique Centrale et Mexique, étude de cas à monter pour mars 2013.

Produit 7 : Projet de recherche et working paper collectif : Effets des programmes de services environnementaux sur la relation des usagers avec l'environnement.

CONCLUSION

L'évaluation de l'atelier a été unanimement positive. La qualité de l'accueil à Managua et de l'organisation par Nitlapan et Cirad ont été saluées par les participants. Des progrès et apprentissages collectifs ont eu lieu par rapport aux deux premiers ateliers PP-AL de Montpellier et de San José. Le nombre plus réduit de participant et la préparation poussée en amont ont permis un climat à la fois détendu et critique vis-à-vis des présentations de résultats et des propositions de valorisation.

Tous ont relevé l'intérêt d'échanger et de mettre en débat certains des résultats de plusieurs projets de recherche qui tient entre autres à la diversité d'approches disciplinaires: sociologie, géographie, économie, anthropologie, sciences politiques.

L'objectif de valorisation collective des résultats des projets devra être évalué à l'aune de leur réalisation finale ultérieure. Cependant le format de ce type d'atelier s'est révélé fonctionnel pour préparer des articles collectifs et pour susciter des rédactions entre deux ou trois auteurs/équipes.

Le format et la durée n'avaient pas été pensés pour le montage de nouveau projet, uniquement pour la formulation de nouvelles questions de recherche. Il n'est donc pas surprenant que les deux propositions de nouveaux projets soient très préliminaires et encore imprécise. Il tient aux auteurs de ces propositions d'en devenir les acteurs.

ANNEXES

Annexe 1. Programme

DÍA 1 - MIÉRCOLES 7/11/12

Universidad Centroamericana, aula K7

SESIÓN MATUTINA (8:30-12:30)

8:30- 9:30 – APERTURA Y PRESENTACIÓN DE LOS PARTICIPANTES

Apertura del taller por **Francisco Pérez**, Coordinador del Programa Investigación de Nitlapán

Presentación de los objetivos del taller tanto a nivel científico como a nivel de colaboraciones entre las Redes de Políticas Públicas y Desarrollo Rural en América Latina (**Eric Sabourin**), y Amazonia (**Marie-Gabrielle Piketty**)

Presentación breve de cada uno de los participantes y de los principales proyectos de investigación (*ver anexo*).

9:30-11:00 - MESA DE TRABAJO 1 “COOPERACION PUBLICA/PRIVADA”

MODERACIÓN: FRANCISCO PEREZ

SECRETARIO/A: GILLES MASSARDIER / LUCIA ALMEIDA

Objetivo de la mesa: compartir y discutir resultados de investigación sobre (i) presentación de los debates a nivel nacional sobre políticas e instrumentos de SA; (ii) los tipos de cooperación pública/privada en función de la tipología de los instrumentos según un gradiente state-based vs market-based; (iii) el mercado de los expertos en SA: el papel de los intermediarios o facilitadores (los que elaboran y gestionan los dossiers ante la administración competente); (iv) los acuerdos entre comunidades y grupos locales/ empresas.

Presentaciones de algunos resultados de la temática por proyecto:

- **Jaime Carrera** “Estado del arte de los esquemas de PSA en Guatemala: principales alcances y limitaciones en su aplicación para el país”
- **Jean-François Le Coq** “SA en Costa Rica : dinámica de Políticas, Actores e Instituciones”
- **Abigail Falot** “La experiencia del CATIE en tema de servicios ecosistémicos (SE) y con las políticas públicas que promueven los SE”

11:00-11:15 – REFRIGERIO

11:15-13:00 - MESA DE TRABAJO 1 “COOPERACION PUBLICA/PRIVADA”

MODERACIÓN: FRANCISCO PEREZ

SECRETARIO/A: GILLES MASSARDIER / LUCIA ALMEIDA

Discusión de los resultados presentados y síntesis en plenaria de la mesa de trabajo 1.

Identificación de nuevas preguntas de investigación que surgen de los resultados.

13:00-14:00 – ALMUERZO

SESIÓN VESPERTINA – 14:00-17:30

14:00-16:30 - MESA DE TRABAJO 3 “EQUIDAD Y ACCESO A LOS INSTRUMENTOS”

MODERACIÓN: CARLOS MUÑOZ-PIÑA

SECRETARIO/A: SANDRINE FREGUIN-GRESH / JAIME LUIZ

Objetivo de la mesa: compartir y discutir resultados de investigación sobre las condiciones de acceso a los instrumentos y políticas de SA: ¿Acceso igual/desigual? ¿Cómo mejorar las condiciones de acceso para las poblaciones más pobres? ¿Las mujeres? ¿Equidad en la repartición de los fondos? ¿Equidad en el financiamiento de los programas de promoción de servicios ambientales?

Presentaciones de algunos resultados de la temática por proyecto:

- **Emilie Coudel y Marie-Gabrielle Piketty** “Incentivar a los pequeños productores para producir servicios ambientales en la Amazonia brasileña: lecciones del programa Proambiente y perspectivas a partir del proyecto Agroambiente”
- **Fernando Saenz** “Equidad y acceso a PSA : experiencia en Costa Rica”
- **Gert Van Hecken** “La viabilidad de un sistema local de pagos por servicios hídricos: evidencia empírica de Matiguás, Nicaragua”
- **Francisco Pérez** “Contratos Comunitarios Forestales y sus arreglos de distribución de Beneficios: el caso de Nicaragua”

16:30-17:30 - MESA DE TRABAJO 3 “EQUIDAD Y ACCESO A LOS INSTRUMENTOS”

MODERACIÓN: CARLOS MUÑOZ-PIÑA

SECRETARIO/A: SANDRINE FREGUIN-GRESH / JAIME LUIZ

Discusión de los resultados presentados y síntesis en plenaria de la mesa de trabajo 3.

Identificación de nuevas preguntas de investigación que surgen de los resultados.

DÍA 2 - JUEVES 8/11/12 *Universidad Centroamericana, aula K7*

SESIÓN MATUTINA (8:30-12:30)

9:00-11:00 – MESA DE TRABAJO 2 “INTERACCIONES ENTRE INSTRUMENTOS”

MODERACIÓN: ABIGAIL FALLOT

SECRETARIO/A: DRISS EZZINE DE BLAS / FERNANDO SAENZ

Objetivo de la mesa: compartir y discutir resultados de investigación sobre (i) los tipos de relaciones e interacciones (¿Complementariedad? ¿Tensiones?) que se dan entre instrumentos; (ii) las diferentes herramientas de coordinación de estas relaciones e interacciones (financieras; contractuales...); (iii) los tipos de actores involucrados en esta coordinación.

Presentaciones de algunos resultados de la temática por proyecto:

- **Mauricio Amazonas** “Reflexiones sobre la integración de SA en la legislación brasilera”
- **Carlos Muñoz-Piña** “Retos de la focalización del Programa de Pago por los Servicios Ambientales en México” (PESMIX)
- **Lucia Almeida** “Evaluación de las sinergias entre el programa de PSA-H y las aéreas naturales protegidas: el caso de la cuenca rural-urbana del río Magdalena”

11:00-11:15: REFRIGERIO

11:15-12:45 - MESA DE TRABAJO 2 “INTERACCIONES ENTRE INSTRUMENTOS”

MODERACIÓN: ABIGAIL FALLOT

SECRETARIO/A: DRISS EZZINE DE BLAS / FERNANDO SAENZ

Discusión de los resultados presentados y síntesis en plenaria de la mesa de trabajo 2.

Identificación de nuevas preguntas de investigación que surgen de los resultados.

12:45-14:00 – ALMUERZO

SESIÓN VESPERTINA – 13:30-17:30

14:00-15:00 – PLENARIA SOBRE PRODUCTOS ESPERADOS DEL TALLER Y ORGANIZACIÓN DEL TRABAJO EN SUB-GRUPOS

Objetivo: definición colectiva de la organización del trabajo en sub-grupos (con identificación de la/los animadores de cada sub-grupo) durante el resto de la tarde

Propuestas: (i) elaborar las bases de un número especial a partir de lo que se ha discutido en el taller; (ii) elaborar bases de artículos colectivos; (iii) elaborar nuevas preguntas de investigación para elaborar nuevos proyectos, etc.

15:00-17:30 – TRABAJO EN SUB-GRUPO SEGÚN PRODUCTOS ESPERADOS

A definir

DÍA 3 - VIERNES 9/11/12 Universidad Centroamericana, aula K7

SESIÓN MATUTINA (8:30-12:30)

8:30-10:45 – SOCIALIZACION DE LOS TRABAJOS POR SUB-GRUPO

MODERACIÓN: FERNANDO SAENZ

SECRETARIO/AS DE SESSION: JF LECOQ Y ABIGAIL FALLOT

Objetivo de la sesión: socialización en plenaria del trabajo en sub-grupos, discusión y debate

10:45-11:00 – REFRIGERIO

11:00-12:00 – SOCIALIZACION DE LOS TRABAJOS POR SUB-GRUPO

MODERACIÓN: JF LE COQ

SECRETARIO/AS DE SESSION: SANDRINE FREGUIN-GRESH Y ABIGAIL FALLOT

Objetivo de la sesión: socialización en plenaria del trabajo en sub-grupos, discusión y debate

12:00-13:30 – ALMUERZO

SESIÓN VESPERTINA – 13:30-17:00

13:30-15:45 – FORMALIZACION Y PLAN DE TRABAJO

MODERACION: ERIC SABOURIN / MARIE-GABRIELLE PIKETTY

SECRETARIO/A: GILLES MASSARDIER / EMILIE COUDEL

Objetivo de la sesión: definición de la agenda de trabajo y formalización de las responsabilidades de cada uno de los participantes

15:45-17:30 – PERSPECTIVAS DE ACTIVIDADES DE LAS REDES PP-AL Y AMAZONIA Y EVALUACION FINAL DEL TALLER

MODERACIÓN: FRANCISCO PEREZ

SECRETARIO/A: GILLES MASSARDIER / EMILIE COUDEL

Palabras de Eric Sabourin y Marie-Gabrielle Piketty

17:30 CIERRE DEL TALLER

A PARTIR DE 19:00 – Cena de despedida al Restaurante La Cocina de Doña Haydée <http://lacocina.com.ni/>

Annexe 2 : Participants

| Noms | Projets | Institution | Pays | Email |
|------------------------------------|---------------------------|---------------|------------|----------------------------------|
| Mauricio Amazonas | Bolsa Verde | UnB -CDS | Brasil | mauricioamazonas@uol.com.br |
| Emilie Coudel | agro-ambiente, PPE | CIRAD | Brasil | emilie.coudel@cirad.fr |
| Eric Sabourin | Serena, Ecodapt | CIRAD | Brasil | eric.sabourin@cirad.fr |
| Lucia Almeida | Invaluable | UNAM | Mexico | lucia0950@yahoo.com |
| Carlos Munoz | Pes Mix | Ibero | Mexico | carlosmunozpina@gmail.com |
| Driss Ezzine de Blas | Pes Mix, Invaluable | CIRAD | France | ezzine@cirad.fr |
| Fernando Saenz | Serena | UNA-Cinpe | Costa Rica | ferransaenz@gmail.com |
| Jean-Francois Le Coq | Serena, Ecodapt | CIRAD-Cinpe | Costa Rica | jflecoq@cirad.fr |
| Abigail Fallot | Eco-adapt | Cirad CATIE | Costa Rica | abigail.fallot@cirad.fr |
| Marie Gabrielle Piketty | Agroambiente | CIRAD | France | marie-gabrielle.piketty@cirad.fr |
| Gilles Massardier | Serena | CIRAD | France | gilles.massardier@cirad.fr |
| Jaime Luis Carreira | | IARNA | Guatemala | jlcarrera@url.edu.gt |
| Francisco Perez | CAMbio, RISEMP | Nitlapan | Nicaragua | fjpsjino@gmail.com |
| Sandrine Freguin-Gresh | | Ciradnitlapan | Nicaragua | freguin@cirad.fr |
| Gert Van Hecken & Norvin Sepulveda | RISEMP Sentinel landscape | IOB & CATIE | Nicaragua | gerthemba@gmail.com |

Annexe 3: Présentation des projets

AGROAMBIENTE (REDE AMAZONIA SUSTENTAVEL)

El proyecto forma parte de una Red de estudios sobre el uso sostenible del suelo en la Amazonia brasileña (*Projeto Amazônia Sustentável* en portugués), liderado por la Embrapa y las Universidades de Lancaster y Cambridge. El objetivo principal de estos estudios es evaluar los patrones de biodiversidad, la prestación de servicios ecosistémicos, la producción económica y el bienestar humano asociado a los usos del suelo dominantes en esta zona de la Amazonia brasileña, donde la deforestación es muy activa. A partir del análisis a nivel de micro-cuencas en dos Municipios, los resultados esperados permitirán: (i) comprender las perspectivas en términos de sinergias y "trade-offs" que determinan *por ende* los costos ambientales y los beneficios asociados a las estrategias de manejo del suelo, y (ii) identificar las oportunidades para mejorar la prestación de servicios ambientales.

CAMBIO (MERCADOS CENTROAMERICANOS PARA LA BIODIVERSIDAD)

El proyecto de "Mercados Centroamericanos para la Biodiversidad" (CAMBio) es una iniciativa GEF (Global Environment Facility)-PNUD (Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo), con apoyo financiero del FMAM (Fondo para el Medio Ambiente Mundial), y del Banco Centroamericano de Integración Económica (BCIE) que busca "asegurar que las MIPYME de Centroamérica aumenten su contribución al desarrollo sostenible y a la protección ambiental, incorporando la biodiversidad en sus negocios, productos y servicios". Sus zonas de trabajo se ubican en el corredor biológico mesoamericano de los 5 países de Centroamérica (Honduras, Nicaragua, Costa Rica, Guatemala y El Salvador). La agencia ejecutora del proyecto es el BCIE, quien lo hace a través de las instituciones intermediarias financieras en cada país de la región. www.proyectocambio.org

PROAMBIENTE (DESENVOLVIMENTO NA AMAZONIA)

2007 e 2008 dum projeto de pesquisa-desenvolvimento na Amazonia, e um campo foi um sitio piloto do ex programa brasileiro Proambiente (Programa de Desenvolvimento Socio Ambiental da Produção Familiar Rural). O trabalho realizado sobre o programa Proambiente mostra que o pagamento para preservação dos SA (tipo para desmatamento evitado) é pouco eficiente (custa caro) e pode cristalizar as desigualdades (tamanho das propriedades). Pagamento para transições produtivas (que finalmente levarão a preservação de SA mas sem quantificação exata) podem talvez permitir a longo prazo superar essas limites mesmo com produção de SA menor a curto prazo.

ECOADAPT

El objetivo del proyecto es incrementar capacidades de comunidades locales, sociedad civil, políticos y científicos para participar de forma multidisciplinaria en acciones e investigación para aumentar su capacidad colectiva de adaptación al cambio climático. Las OSC participantes de EcoAdapt declararon que los servicios de cuencas hidrográficas fueron los más críticos con respecto a posibles tensiones y conflictos sociales que puedan surgir debido al cambio climático. El proyecto EcoAdapt será implementado en paisajes de 'bosque modelo' de la Argentina, Bolivia y Chile. El intercambio de

conocimiento constituye la columna vertebral del proyecto y proporciona a los científicos y responsables políticos una visión en profundidad de los conocimientos locales y los problemas, que serán el marco para investigaciones que se realicen. Con base en este entendimiento común, EcoAdapt ayudará a las comunidades en el desarrollo de su estrategia de adaptación basada en servicios ecosistémicos de sus cuencas hidrográficas. Esto se conseguirá mediante la combinación de análisis exploratorio de escenarios, “backcasting” participativo, y la validación social a través de foros mixtos. EcoAdapt pondrá en marcha parte de la estrategia en comunidades piloto y aprovechará las redes existentes para difundir experiencias a otras comunidades de América Latina y Europa. Los Bosques Modelo que participan son Jujuy (Argentina), Cuiquitano (Bolivia) y Alto Malleco (Chile).

ESTUDIO DE POTENCIAL DE UN MECANISMO DE PSA HÍDRICO FINANCIADO LOCALMENTE EN EL MUNICIPIO DE MATIGUÁS, NICARAGUA

El estudio de caso de PSA hídrico sobre la propensión a pagar (PAP) por un mejor suministro local de agua potable en una cuenca hidrográfica muestra que a pesar de la existencia de una demanda por un servicio mejorado de agua potable en la cuenca baja y una consciencia de interdependencias entre la cuenca alta y la cuenca baja, la viabilidad de un sistema de PSA con financiamiento local es debilitada por la existencia de percepciones locales sobre externalidades agrícolas y derechos (formales e informales) de uso de la tierra y de otros recursos naturales. Los resultados sugieren que el enfoque ‘mercantil-Coasiano’ de PSA falla primordialmente al no considerar las interacciones complejas e inevitables entre los mecanismos de PSA y el contexto institucional más amplio en el cual están inmersos. Cualquier sistema de PSA forma parte de una dinámica histórica espacio-temporal más amplia. Por tanto, los esquemas de PSA tienen que ser obligatoriamente diseñados, analizados y monitoreados tomando en cuenta el contexto de relaciones de poder dentro del territorio que generan ciertas lógicas institucionales y formas organizacionales específicas.

INVALUABLE (VALUATION, MARKETS AND POLICIES FOR BIODIVERSITY AND ECOSYSTEM SERVICES)

Proyecto de investigación financiado por la Agencia Nacional de Investigación Francesa (ANR) bajo el programa europeo Biodiversa, con duración del 2012 al 2014. Sus zonas de trabajo se ubican en América Central, Europa y Asia del Sureste. Los socios involucrados son los siguientes: Institut du Développement Durable et des Relations Internationales (IDDRI), Radboud University Nijmegen (CIDIN), Universitat Autònoma de Barcelona (UAB), Centre de coopération International en Recherche Agronomique pour le Développement (CIRAD), Université Catholique de Louvain (UCL), Institut de Recherche pour le Développement (IRD), Institute for European Environmental Policy (IEEP), Universität Freiburg (IFP), Wageningen Universiteit (Environmental Sciences Group), Matthieu Wemaëre Cabinet d’Avocats. El trabajo de investigación se centra en comprender la emergencia del uso del término *Market-Based instrument* (WP1), así como su impacto a nivel de equidad, eficiencia, eficacia (WP2) y motivaciones intrínsecas (WP1&WP2). También estudia como los decisores utilizan las evaluaciones económicas de servicios ambientales en sus tomas de decisiones (WP3). <http://invaluable.fr/>

PESMIX « PAIEMENTS POUR SERVICES ENVIRONNEMENTAUX: NOUVELLE PANACEE OU AUXILIAIRE POUR GERER LES TERRITOIRES »

Proyecto de investigación financiado por la Agencia Nacional de Investigación Francesa (ANR), con duración del 2011 al 2014. Sus zonas de trabajo se ubican Madagascar y en México. En México el trabajo de campo busca identificar cual es el tipo de interacción que el programa nacional de PSA-H tiene con los demás instrumentos existentes de conservación (ANP) y desarrollo agrícola (ganadería, agricultura, biodiesel). El trabajo de investigación se realiza a nivel nacional, regional (Yucatan y Chiapas) y local (en 7 comunidades). <http://pesmix.cirad.fr/>

PPE “¿PAGAR PARA EL MEDIO-AMBIENTE? REDD E PSA ENTRE MERCANTILIZACIÓN Y DESARROLLO JUSTO

El proyecto, liderado por el CIRAD y una ONG francesa (GRET), adopta una postura crítica en relación con REDD y PSA para analizar los principales debates generados por la implementación de estos mecanismos de compensación internacional. A partir de un trabajo comparativo entre tres países (Brasil, Madagascar, y Congo), el proyecto analiza como los diferentes actores incorporan estos mecanismos tanto al nivel nacional para el marco de política, como a nivel territorial en la definición de proyectos concretos. El proyecto cuestiona principalmente la eficiencia de estos mecanismos, la equidad en su acceso, las implicaciones del uso de certificaciones y bonos de carbono, así como la sinergia y/o los conflictos entre estos mecanismos y otros dispositivos de gobernanza y de política.

RISEMP (REGIONAL INTEGRATED SILVOPASTORAL ECOSYSTEM MANAGEMENT PROJECT)

This project aimed to introduce silvopastoral (forest grazing) systems to rehabilitate degraded pastures to protect soils, store carbon, and foster biodiversity, and distil lessons for policy making on land use, environmental services and socio-economic development. It is funded by the Global Environment Facility (GEF) and the World Bank. Pilot sites are in Costa Rica, Nicaragua and Colombia. Specifically, the project aims to i) evaluate the potential of silvopastoral land uses as providers of environmental services and socio-economic benefits for the communities; ii) develop incentives and mechanisms for PES that would result in benefits for farmers and communities; and iii) provide policy recommendations about using more sustainable techniques in intensive livestock activities.

SERENA (SERVICIOS AMBIENTALES Y USOS DEL ESPACIO RURAL)

Proyecto de investigación financiado por la ANR, con duración de 2009-2014. Sus zonas de trabajo se ubican en Francia (Guadalupe, Réunion, Auvergne), Costa Rica y Madagascar. Los socios del proyecto son los siguientes: IRD (UMR GRED), CIRAD (UMR ART-Dev et UPR Green), IRSTEA (UMR Métafort), UNA-CINPE (Costa Rica). El objetivo del proyecto SERENA es de analizar la integración de la noción de Servicios Ambientales en las políticas públicas y la gobernanza de las acciones públicas que integre esta noción. El proyecto SERENA considera las varias áreas de políticas públicas tal como los Programas de Pago por Servicios Ambientales, las Políticas de gestión de recursos naturales y de parques, políticas agro-ambientales y la promoción de los sellos “verdes” en la agricultura. Este proyecto integra 3 enfoques de análisis: un enfoque comparativo entre varios territorios y países con condiciones particulares; un enfoque multi-nivel considerando los interacciones entre los escenarios internacional, nacional y locales; un enfoque dinámico incluyendo la dimensión evolutiva del concepto y de las políticas.

<http://www.serena-anr.org/>

RED POLÍTICAS PÚBLICAS Y DESARROLLO RURAL EN AMERICA LATINA

El periodo actual interroga políticos y observadores del mundo rural: crisis alimentaria, ambiental, incremento de las iniquidades y de la lógica del dualismo de la agricultura, pero también reajustes económicos y políticos en curso. Estos desafíos alimentan el debate sobre sus interpretaciones y sobre las respuestas técnicas, sociales, económicas y, por fin, políticas en términos de « gobernanza ». La red Políticas Públicas y Desarrollo Rural en América Latina (PP-AL) enfoca su acción en esta última cuestión.

ENFOQUE CIENTÍFICO

Más allá de estas observaciones y conjeturas, la Red “Políticas Públicas e Iniquidades en América Latina” se da dos objetivos de investigación y de capitalización, a través de análisis comparativos y de capacitación.

Se trata precisamente de comprender las transiciones y las transformaciones socio-políticas que afectan los mundos rurales y urbanos en América Latina a través de estudios empíricos, así como renovar los análisis teóricos de las políticas públicas. Tales transformaciones no pueden ser analizadas sólo desde la perspectiva de los agricultores, de las explotaciones agrícolas y de las cadenas agropecuarias, ni considerando solamente las técnicas de producción o productos. Más bien, para integrar estos diferentes niveles de análisis, se requiere movilizar las teorías del Estado, de las ciencias políticas y acciones públicas, de las relaciones internacionales, y de los sistemas políticos;

Se propone desarrollar un método de evaluación de las políticas públicas que, junto con los criterios técnicos y económicos tradicionales, integra al paradigma constructivista de las políticas públicas: el análisis del policy process. En efecto, si el contenido de las políticas públicas puede cubrir un cierto sentido en términos de soluciones técnicas y de normas (“buena” receta para el apoyo a las decisiones y “buenos” instrumentos de ejecución para la “buena” gobernanza), los procesos políticos de su fabricación y los actores divergentes (relaciones estructurales de poder y de dominación, acuerdos y negociaciones, coordinación y conflictos, entre otros) también forman parte de la evaluación de la eficiencia de las políticas públicas. No existen recetas o instrumentos de políticas públicas solo por su socio-génesis social, sino también por sus prácticas, su apropiación y las creencias que las rodean. También se debe tomar en cuenta las relaciones de poder que determinan su origen y sus trayectorias. Además de comprender el contenido de las políticas públicas, es necesario analizar los procesos políticos para pensar la eficacia de las respuestas a los desafíos del mundo rural.

OBJETIVOS ESPECÍFICOS

América Latina constituye un espacio privilegiado de cooperación para el análisis de las políticas públicas para fortalecer y reunir las competencias, con el objeto científico “Políticas Públicas” en el centro de una Red de investigación organizada en torno a objetivos científicos prioritarios:

- Comprender y apoyar los cambios en los procesos de producción de las políticas agrícolas y rurales, en particular la integración de nuevos actores, la política de reajuste social y territorial, las políticas agrícolas en sus diversas modalidades (global, segmentada y diferenciada, etc.);

- Evaluar los instrumentos de las “nuevas políticas”: participación, contratación/ asociación, prácticas de proyectos territorializados;
- Comprender la recomposición del Estado, su nuevo posicionamiento en esta construcción de políticas públicas policéntricas, multi-niveles e inciertas;
- Capitalizar sobre el cambio a largo plazo de las políticas agrícolas, de desarrollo rural, de lucha contra la pobreza, de control de las iniquidades. El debate sobre la “dependencia de camino” nacional o incluso local (cambio por las márgenes) de un lado, y las innovaciones en las políticas públicas del otro lado, merece un refinamiento a través de investigaciones comparativas en el micro-nivel.

DEFINICIÓN DEL PERÍMETRO CIENTÍFICO DE LA RED PP-AL

Para aclarar los reajustes políticos en América Latina, la Red PP-AL propone centrarse en cuatro procesos políticos que reconstruyen la acción pública de desarrollo rural: i) las recomposiciones del papel del Estado y de las relaciones entre sectores público y privado ; ii) la territorialización de la acción pública y el surgimiento del desarrollo territorial ; iii) los procesos de transferencias de las políticas públicas y el papel de los « brokers » entre los varios niveles de acción pública ; iv) la evaluación de las políticas públicas.

PRINCIPALES PARTICIPANTES LATINO AMERICANOS

- Argentina: Universidad de Buenos Aires (UBA), CONYCET, Universidad Nacional del Sur, Universidad del Centro, INTA
- Brasil ; UFRRJ-CPDA (Rio), Un de Brasília-CDS, Unicamp, Un de São Paulo, UFRGS (Porto Alegre), UFPA (Belém), UFSC (Florianopolis), UF Campina Grande, Embrapa Belém, IICA.
- Costa Rica: Universidad Nacional (CINPE, centro internacional de política económica para el desarrollo); IICA, CATIE.
- Chile: Universidad Pontificia Católica de Valparaíso Instituto de Geografía, RIMISP, CEPAL
- Ecuador: FLACSO Quito, INIAP
- México : UNAM (CRIM); Colegio de México, CEDRESSA (Centro de estudios para el desarrollo rural sustentable y la soberanía alimentaria), FLACSO México, Universidad Autónoma del Estado de Toluca (UAEM), Red para la gestión territorial del desarrollo.
- Nicaragua: Universidad Centroamericana / NILTAPLAN
- Perú: Universidad A Ruiz Montoya, CIPCA, Mountain Institute
- Uruguay: Universidad de la Republica, Instituto Plano Agropecuario

PRINCIPALES PARTICIPANTES FRANCESES

INRA –SAD, IRD, IEP Paris-OPALC, IHEAL-CREDAL, IDA- Groupe Amar Sud Ouest, Univ. Lyon II, Cnrs CEPEL, Univ. Rennes, Univ Grenoble/Umr PACTE, Un Paris 1 IEDES, Umr Prodige, CRBC-EHESS, AgroParisTech, etc

PRINCIPALES PARTICIPANTES EUROPEOS

ODI, Université de Wageningen, Université de Cordoba, London University, Université de Innsbruck, Université de Tubingen, etc.

CONTACTOS PARA MÁS INFORMACIÓN

Eric Sabourin (sabourin@cirad.fr)

Gilles Massardier (massardier@cirad.fr)

DISPOSITIVO PRIORITARIO DE COOPERACIÓN EN RED DO CIRAD BOSQUES, AGRICULTURA Y DESARROLLO TERRITORIAL EN LA AMAZONIA: DESDE LO LOCAL A LO GLOBAL

Dentro de su marco estratégico para cada continente, el Cirad escogió la Amazonia como una de sus áreas prioritarias de acción en América Latina. Por este motivo, esta elección conlleva la elaboración de una programación científica conjunta junto con sus socios, aprobada y reconocida por ambas partes.

La problemática general del dispositivo es la siguiente: ¿Cómo la complementariedad entre gestión sostenible de los recursos forestales, actividades de agricultura y ganadería pueden convertirse en la base de un desarrollo territorial sostenible en la Amazonia? En efecto, después de cuatro décadas de la colonización, la Amazonia - como en otras áreas del bosque tropical húmedo y subhúmedo, en África y Asia - se adapta siempre más rápidamente a los problemas globales (sociales, económicos y ambientales). Los riesgos asociados con el uso no sostenible de los recursos naturales son claros y sustanciales: la pérdida de la biodiversidad, el aumento de las emisiones de gases de efecto invernadero, alteraciones del equilibrio climático. Sin embargo también, la Amazonia tiene innegables ventajas comparativas para el ganado, la producción de cereales, producciones animales y de biomasa de las plantas en general. La gestión sostenible de los recursos forestales y el desarrollo agrícola deben ser vistos como complementarios, tanto en sus aspectos técnicos, sociales y económicos, para poder hacer frente al desafío de dominar la deforestación. Esta complementariedad se expresa en la finca, a nivel de territorios y sectores, en la medida en que pueden estar relacionados con los sistemas de producción, las redes de la innovación, las coordinaciones institucionales, las políticas,...Por otra parte, teniendo en cuenta las demandas sociales y políticas locales y regionales se ha convertido en una necesidad para la definición de políticas públicas eficaces.

Se identificaron tres ejes temáticos e destacamos además, más adelante, cinco preguntas de investigaciones sintéticas y transversales.

EJE TEMÁTICO 1: ¿CUÁLES SON LAS CONSECUENCIAS SOBRE EL MEDIO AMBIENTE DEL DESARROLLO TERRITORIAL EN LA AMAZONIA?

En este eje se realizan las investigaciones relacionadas con el funcionamiento de los ecosistemas, con las técnicas de explotación de impacto reducido, la cartografía y modelización de las dinámicas espaciales integrando nuevos desafíos como el mecanismo REDD...

EJE TEMÁTICO 2: ¿CUALES SON LAS ALTERNATIVAS TÉCNICAS SUSTENTABLES, COMBINANDO PRODUCCIÓN AGRÍCOLA, PRODUCCIÓN AGROPECUARIA Y MANEJO DE LOS RECURSOS NATURALES?

En este eje están identificadas las líneas de investigación para la mejora de los sistemas de cultivo, los sistemas de ganadería, de manejo forestal y su integración a escala de la propiedad y del territorio. Las investigaciones se focalizan en la intensificación ecológica para estas dos escalas, la

innovación en la gestión de los recursos naturales integrando los nuevos riesgos, la técnica de comercialización de frutos y oleos producidos por sistemas extractivistas.

EJE TEMÁTICO 3: ¿QUÉ MODOS DE GOBERNANZA PUEDEN PROMOVER DINÁMICAS TERRITORIALES SOSTENIBLES EN LA AMAZONIA?

Este eje incluye las investigaciones desarrolladas sobre herramientas y metodologías de gestión de los territorios, sobre las problemáticas de coordinación de los actores y de negociación en las cadenas productivas y en las instituciones públicas, sobre el análisis retrospectivo y prospectivo de las políticas adaptadas a los territorios amazónicos.

PREGUNTAS SINTÉTICAS Y TRANSVERSALES A LOS TRES EJES

- ¿Cómo puede establecerse la integración de las actividades agrícolas, ganaderas y silvícolas en el contexto de la intensificación ecológica, y a escala de propiedades y territorios?
- ¿En qué medida la intensificación ecológica, especialmente a través de la integración de los componentes agrícola, animal y arbóreo, modifican los servicios ambientales, a escala de propiedad y de territorio?
- ¿Cómo movilizar los conocimientos sobre procesos ecológicos y procesos de innovación así como sus interacciones, para evaluar y concebir sistemas técnicos a partir de dispositivos innovadores de acompañamiento?
- ¿Cómo interactúan las dinámicas territoriales y sociales, y como impactan las mismas en la elaboración de políticas públicas? ¿En este contexto, como pueden las políticas públicas orientar las dinámicas en el sentido de un desarrollo agrario sostenible?
- ¿Cómo conciliar el desarrollo de los territorios y la gestión sostenible de los recursos naturales en la Amazonia?

PRINCIPALES PARTICIPANTES LATINO AMERICANOS

- Brasil : EMBRAPA, UFPA (Belém), Museu Paraense Goeldi (Belém), Univ. de São Paulo (NESA), UNB&CDS (Brasilia), INPE (São Jose do Campos).

- Ecuador: INIAP

- Perú: UNAS (Tingo Maria)

PRINCIPALES PARTICIPANTES FRANCESES

INRA, IRD, AgroParisTech, Montpellier Supagro, GRET, IHEAL, Universidad de Montpellier (LIRRM)

Principales colaboraciones en desarrollo al nivel internacional

CIFOR (CRP6) – CATIE

CONTACTOS PARA MÁS INFORMACIÓN:

René Pocard-Chapuis – Belém (rene.pocard-chapuis@cirad.fr)

Marie-Gabrielle Piketty - Montpellier (marie-gabrielle.piketty@cirad.fr)

Annexe 4 : Produits de l'atelier

Thème 1: Articulation entre instruments et partenariat public privé

Articulación entre instrumentos y asociación publico-privado

Producto 1 : artículo colectivo

TITULO :

Análisis comparativo de policy process (coalición y diseño de instrumentos de PSA nacional)

PREGUNTA DE INVESTIGACION:

- ¿ como la génesis de las Políticas de PSA en CR, Br, y Mex, explica sus diferencias y variabilidad en función de las interacciones (correlaciones) y coaliciones de fuerzas con la perspectiva de ACF, MSF, PTS ¿
- como se construye de coalición de actores de instrumentos
- como explicar la diversidad de estructura y finalidad

METODOLOGIA

- comparativismo
- análisis histórico
- sociología de actores
- entrevistas a actores + revisión de la literatura y documentos/archivos
- estudios de casos
- construcción de un marco / modelo de análisis a partir de los marcos teóricos : ACF, MSF; PTS
- ¿ método cuantitativo / cualitativo ¿

TERRENOS Y PROYECTOS VALORIZADOS

- CR : PPSA (Serena)
- Br : PSA
- Mex : PSAH

PARTICIPANTES:

JF, Gilles, Mauricio, Fernando , Driss, Marie, Eric,...

RESPONSABLES:

JF& Mauricio

CALENDARIO :

- Sinopsis : - inicio diciembre

- CR difundir papers existentes
 - Br:
 - socio génesis – cronología- - inicio diciembre
 - artículo Brasil com Gilles, Mauricio + Marie Gabriel , Eric, Emilie, => caso específico do código florestal
 - Mexico : contactar Gonzalo Chapela
- Junio 2013 : paper tentativo

Producto 2 : Numero especial / o libro colectivo

TITULO :

políticas y instrumentos de PSA en América Latina, avances y retos

PREGUNTA DE INVESTIGACION Y OBJETIVOS

- aclarar la diversidad de formas de PSA en América latina (Gobernanza)
- sacar lecciones / debatir sobre los resultados de estos mecanismos (Efectos)

TEMA

1- Introducción general

Parte 1: Explorar la diversidad

- introducción : introducción matriz (descripción / quien / como vienen)
- PSA en Costa rica : Jeff /Fernando
- PSA en Brasil : Mauricio/ MG/Emilie
- PSA en Mexico : Driss et al
- PSA en Guatemala : Jaime
- PSA en Nicaragua: Francisco y Gerth
- PSA en Peru : Mario Bazan , Nicolás Merveille
- PSA en Ecuador (Flasco Quito)
- conclusión : tendencias comunes y diversas perspectivas ¿

parte 2: Efectos (eficiencia / equidad)

- PSA en los territorio de CRica
- PSA Brasil (en Mata atlántica)
- PSA Mexico en zona peri-urbana (Lucia et al)
- Guatemala ¿? (pinfor pinpep)
- Nicaragua
- Peru y Ecuador
- síntesis del capítulo

Conclusión

- agenda de investigación de la red PP-AL sobre SA

METODOLOGIA :

estudios empíricos, estudio de casos y síntesis

TERRENOS Y PROYECTOS VALORIZADOS :

todos

PARTICIPANTES:

todos

RESPONSABLES :

Jean François Le Coq, Mauricio Amazonas, Driss Ezzine de Blas, Emilie Coudel,

CALENDARIO:

2014

Producto 3: Artículo colectivo

TITULO :

Análisis del policy process de diseño de la revisión del código forestal brasileño y de la integración de instrumentos de PSA

PREGUNTA DE INVESTIGACION:

- ¿ como el proceso de revisión del código forestal brasileño condiciona el diseño del cuadro de los instrumentos de PSA en Brasil?
- ¿ como se construye de coalición de actores detrás de esta reforma?

METODOLOGIA

- análisis histórico
- sociología de los actores
- entrevistas a actores + revisión de la literatura y documentos/archivos
- estudio de caso
- construcción de un marco / modelo de análisis a partir de los marcos teóricos : ACF, MSF; PTS
- Dos fases: 1/ Pre fase de levantamiento de datos para profundar la hipótesis 2/ fase de entrevistas y documentación

TERRENOS Y PROYECTOS VALORIZADOS:

Brasil Amazonia

METODOLOGÍA :

socio génesis – cronología- inicio 2013

levantamiento datos: mayo 2013 , misión Gilles y Eric a Brasil

PARTICIPANTES:

Gilles, Massardier, Mauricio Amazonas (responsables) Marie-Gabrielle, Eric, Emilie (participants)

CALENDARIO :

Sinopsis : enero de 2013

Trabajo de datos: abril y mayo 2013

paper tentativo: Junio 2013 :

Producto 4: artículo colectivo

TITULO/TEMA: Análisis comparativa del uso de los resultados de la investigación técnico-científica en los procesos de diseño y implementación de los dispositivos de SA

PREGUNTA:

Como el conocimiento científico influye la formulación/diseño y aplicación de dispositivos de SA (instrumentos de SA, políticas , mecanismos)

METODOLOGIA:

- sistematización de experiencias
- evaluación de la aplicación de experiencias en diversos territorios
 - o Risemp Nicaragua¿? (ganadería y silvicultura sostenible /;
 - o MAP (innovaciones café, mesoterra, PCC)
 - o etc....

TERRENOS Y PROYECTOS VALORIZADOS

a ver

PARTICIPANTES:

RESPONSABLES :

a ver

CALENDARIOS:

- a ver

Thème : Efficience – Equité / Eficiencia-equidad

Producto 5: articulo colectivo

TITULO

Impacto de los dispositivos de servicios ambientales [nacionales] sobre equidad: casos en América latina.

CUESTIÓN DE INVESTIGACIÓN

Cuáles son los determinantes que explican los resultados negativos o positivos con respecto a la equidad durante la implementación de los dispositivos.

TERRENOS / CAMPOS / PROYECTOS VALORIZADOS

Costa Rica: Diseño one-size-fits-all, en Costa Rica: todos los demandantes tienen las mismas características para entrar; no consideración de barreras para participar → inequitativo porque muchos agricultores no pudieron participar. Construir la tipología de aquellos que no lograron participar. En particular caso de los poseedores que no tienen título de tierras. Diferencias entre tipos de dispositivos: el PSA SAF beneficio más a los pequeños. Fueron pensados para beneficiar o fue por casualidad porque coincidió con el perfil productivo de la zona? → diseño

Guatemala: PINFOR. Se diseño para áreas prioritarias con más vocación forestal. El grueso de los incentivos se concentro en grandes empresarios. El título de pose de tierras y el tamaño de la tierra 2 ha. PINPEP. Se crea en respuesta al PINFOR para pequeños productores. → Diseño pero rectificación.

México: PSA-H & CABSAs. Variables que más influyen en la distribución de los beneficios es la tenencia de la tierra y el tamaño del bosque (comunidad e individuo). Inequidad territorial por variación en la definición de las áreas elegibles. → Repartición dentro de la comunidad / inequidad territorial.

Nicaragua: CAM-BIO. Incentivo a través de crédito a una tasa preferencial a cambio de una serie de actividades. También se compite por un premio. Inequidad: Créditos de mas de 1000USD y agricultores que han probado ser doble o triple A. Exclusión de aquellos agricultores que no tienen capacidad productiva para invertir. GEF: inversión en cambio de trayectorias agrícolas. Se reembolsa en función de las áreas transformadas. Se

reembolsa después de la inversión. Los pequeños no son capaces de invertir, o invierten poco y por tanto reciben también un reembolso pequeño. Problema de diseño por exclusión de los mas pequeños. → diseño

Incapacidad a negociar el paquete técnico en ambos programas. [Asistencialismo y clientelismo].

Brasil: El programa no fue implementado completamente. Proambiente y Bolsa floresta: en el diseño la equidad esta bien considerada (todo el mundo tratado igual). Pero cuando comenzó a ser implementado, en función de la organización social los diferentes polos consiguieron pasar las diferentes etapas. Los Estados de Para y Rondonia (Brasil) fueron los únicos polos que implementaron. Análisis prospectivo: si tienes solo un programa que paga para conservar, la conservación de equidad no se trata, y la inequidad cristalizara (=PINFOR). Beneficiaran aquellos con grandes propiedades. Necesidad de otras reglas que benefician a los pequeños. Proambiente tuvo otra entrada: transición productiva y financiación equitativa pero solo funciono cuando el polo tuvo la fuerza organizativa para avanzar en el proceso. Sin embargo durante su implementación el acceso al programa fue equitativo.

PARTICIPANTES

J. Carrera, M.G. Piketty, L. Almeida, F. Sáez, F. José Pérez; Gert Van Hecken (Frederic H.)

1. F. Sáez, M.G. Piketty revisión literatura equidad y PSA.
2. 1 responsable por país: i) revisión equidad y PSA del país; ii) pequeño monográfico por país.

ANIMADOR

F. Saenz.

CALENDARIO / PLAZO

Revisión: finales de febrero 2013.

Monografía: finales de febrero 2013.

Articulo: finales de julio 2013.

Producto 6 : proyecto de investigación

TITULO

Ciclo de impacto y servicios ambientales: estudios de caso.

CUESTIÓN DE INVESTIGACIÓN

¿Cómo ha evolucionado el concepto de impacto en los programas de SA?

Propuesta metodológica a partir de casos de estudio donde se ha evaluado el programa de SA: un modelo de análisis causal de impacto, y compararlo a la realidad de la medición de impacto en los proyectos.

Estructura:

1. Propuesta ideal: evaluar la cadena de causalidad completa. Qué se entiende por efecto y qué se entiende por impacto. *F. José Pérez.*
2. Qué se ha hecho en la realidad para evaluar el impacto. *Monografía por país.*
3. Reflexión sobre cómo mejorar la medición en casos de estudio seleccionados. *Todos.*

TERRENOS / CAMPOS / PROYECTOS VALORIZADOS

Nicaragua: CAM-Bio, GEF.

Costa-Rica: PSA nacional.

México: PSA nacional.

Guatemala: PINFOR. Algún esquema privado.

PARTICIPANTES

J. Carrera, L. Almeida, F. Sáenz, F. José Pérez, D. Ezzine-de-Blas, Gert Van Hecken (Frederic H.)

ANIMADOR

F. José Pérez.

CALENDARIO / PLAZO

Discussion paper para Julio 2013

Producto 7 : proyecto de investigación

TITULO

Efectos de los programas de promoción de servicios ambientales sobre la relación de los usuarios con el medio ambiente

CUESTIÓN DE INVESTIGACIÓN

Pregunta principal: ¿Cómo los nuevos conceptos de SE/SA cambian las relaciones entre los actores a respeto con en medio ambiente?

1/ ¿Cómo se adapta/traduce/usa el concepto de SA/SE por los actores (principalmente intermediarios) en diferentes contextos a través de nuevas iniciativas/proyectos ambientales?

2/ ¿Cómo las traducciones de estas nuevas iniciativas a nivel local influyen las relaciones entre los actores locales y las percepciones que tiene uno del otro, y las nuevas reglas que se establecen (bricolaje institucional):

Dinámicas a nivel individual, a nivel del grupo social, entre grupos sociales adentro de unos territorios específicos

3/ ¿Cómo esto va a influir sobre:

- Las acciones de los actores sobre en medio ambiente;
- Las motivaciones de los actores ante el medio ambiente;
- Las representaciones de los actores ante el medio ambiente;

TERRENOS / CAMPOS / PROYECTOS VALORIZADOS

Nicaragua, Brasil, Guatemala? México? , terrenos de Ecoadapt?

PARTICIPANTES

Gert Van Hecken

Emilie Coudel

Sandrine Fréguin-Gresh

Abigail Fallot

Lucia Almeida (?)

Jaime Carrera (?)

Participantes para la concept note (Driss – Invaluable)

Participante adicional con los cuales discutir, en particular sobre metodología : papel de los intermediarios (Cécile Bidaut-SERENA); Motivaciones de la gente (Fernando, jean-francois)

RESPONSABLES

Sandrine Fréguin-Gresh y Emilie Coudel

CALENDARIO / PLAZO

Corto plazo (primer trimestre 2013 - febrero-marzo 2013): **Concept note** (2-3 páginas para explicar una figura conceptual de lo que queremos hacer).

Mediano plazo (finales del 2013) **Discussion Paper** (para presentar a una conferencia ALASRU2014? Resilience Alliance2014? ISEE2013?) incorporando la revisión de la literatura, marcos teóricos, metodologías basadas en lo que se ha hecho en el pasado sobre el tema, etc.

Mediano plazo (finales del 2013): Definir / elaborar una **propuesta de proyecto** en paralelo al *discussion paper* (ANR Blanc? cooperación Francesa/América Central/Brasil, Cooperación Bélgica, Fundación Ford? Otras fundaciones americanas con dimensión ambiental)

Producto 8

TITULO

Ciclo de impacto y servicios ambientales: estudios de caso.

CUESTIÓN DE INVESTIGACIÓN

¿Cómo ha evolucionado el concepto de impacto en los programas de SA?

Propuesta metodológica a partir de casos de estudio donde se ha evaluado el programa de SA: un modelo de análisis causal de impacto, y compararlo a la realidad de la medición de impacto en los proyectos.

Estructura:

1. Propuesta ideal: evaluar la cadena de causalidad completa. Qué se entiende por efecto y qué se entiende por impacto. *F. José Pérez.*
2. Qué se ha hecho en la realidad para evaluar el impacto. *Monografía por país.*
3. Reflexión sobre cómo mejorar la medición en casos de estudio seleccionados. *Todos.*

TERRENOS / CAMPOS / PROYECTOS VALORIZADOS

Nicaragua: CAM-Bio, GEF.

Costa-Rica: PSA nacional.

México: PSA nacional.

Guatemala: PINFOR. Algún esquema privado.

PARTICIPANTES

J. Carrera, L. Almeida, F. Sáenz, F. José Pérez, D. Ezzine-de-Blas, Gert Van Hecken (Frederic H.)

ANIMADOR

F. José Pérez.

CALENDARIO / PLAZO

Discussion paper para Julio 2013